

Interview de M. Jean-François Copé, président du groupe parlementaire UMP à l'Assemblée nationale, dans "Le Monde" du 23 mars 2009, sur le bouclier fiscal et ses relations avec le président de la République.

Site d'origine : <http://www.ump.assemblee-nationale.fr>, le 25 mars 2009

Le gouvernement ne commet-il pas une grosse erreur en refusant de nouvelles mesures de relance ?

On a une ligne : 26 milliards d'euros pour l'investissement, 2,6 milliards d'euros pour le pouvoir d'achat ont déjà été engagés. Il ne faut pas tomber dans les mauvais panneaux, c'est-à-dire la tentation, pour répondre aux importantes journées de manifestations successives, de distribuer des subventions supplémentaires que nous n'aurions pas les moyens de financer durablement. Les chiffres de l'Insee ne sont, hélas, pas une surprise. La crise que nous traversons est d'autant plus profonde qu'elle est, en réalité, systémique. Elle touche au même moment l'ensemble des pays du monde.

Cela commande, plus que jamais, de tenir le cap. Avec une priorité absolue : l'emploi. S'il est nécessaire d'améliorer tel ou tel dispositif, il ne faut pas craindre de le faire, d'être très réactifs.

Concrètement ?

En mai, nous présenterons un texte sur l'emploi, comportant des mesures qui nous sont recommandées par les Français dans nos circonscriptions. Avec deux mots- clés : l'accompagnement personnalisé et la mobilité.

Réformerez-vous les seuils sociaux, comme le réclame le Medef ?

J'y suis très favorable, mais cela doit faire l'objet d'une négociation entre partenaires sociaux. Faute de résultat, nous, députés UMP, pourrions être amenés à nous saisir directement de ce dossier.

Quel est le rôle des députés dans une crise de cette ampleur ?

Préparer l'après-crise. Même s'il faut compter un minimum de dix-huit à vingt-quatre mois avant d'entrevoir la fin de la récession, il faut ouvrir une perspective. Ce sont les pays où on se nourrit le mieux, où on se loge le mieux, où on éduque le mieux, où l'eau et l'air sont les plus propres qui s'en sortiront le mieux. La France a des atouts fantastiques. Il faut foncer !

Cette ode aux services publics n'est-elle pas contradictoire avec votre volonté de réduire la dépense publique ?

Pas du tout. Un exemple : les départements construisent et entretiennent les collèges, les régions s'occupent des lycées. A-t-on besoin de deux administrations différentes ? En regroupant, on ferait de belles économies de fonctionnement, on aurait plus d'argent à consacrer aux travaux sur le terrain.

Une fois la crise passée, comment réduire les déficits ?

En retrouvant le chemin de la croissance et en baissant les dépenses inutiles. En revanche, il y a deux solutions à proscrire : l'hyperinflation, d'abord - c'est le piège absolu qui ruine les salaires et les pensions de millions de Français ; la hausse des impôts, ensuite, car elle casse la croissance.

Pourtant, la pression est forte, y compris dans la majorité : Pierre Méhaignerie veut taxer les hauts revenus. D'autres

réclament la fin du bouclier fiscal.

Le débat n'est pas aussi vif que vous le dites. Il y a des personnalités fortes qui, lorsqu'elles s'expriment, font en sorte d'être entendues. Quatre ou cinq de nos collègues ont soutenu ce type d'amendements. Sur 320, convenez que cela ne constitue pas une majorité spectaculaire.

Ne risquez-vous pas d'avoir « socialement » tort ?

La question n'est pas de savoir si on a économiquement raison et socialement tort. Il est commode d'apparaître comme le bon garçon qui défend la justice sociale. Moi, j'assume le rôle ingrat de celui qui dit des vérités qui dérangent. Je suis l'élu d'une ville, Meaux, dont la population a des revenus modestes. Et c'est à elle que je pense en disant à ceux qui s'attribuent le rôle de justicier face aux méchants riches qu'en remettant en cause le bouclier fiscal, ils encouragent les délocalisations de fortunes, favorisent l'évasion fiscale. Ainsi, cela reporte la charge de l'impôt sur les classes moyennes, c'est-à-dire les gens qui bossent et qui n'ont jamais droit à rien. Annoncer aujourd'hui qu'on remet en cause tel ou tel aspect du bouclier fiscal satisferait peut-être quelques-uns pendant huit jours. A l'aube du neuvième, tout le monde l'aura oublié, on s'interrogera déjà sur la prochaine augmentation. On ne peut pas faire ça. Il faut garantir la stabilité du paysage fiscal français. D'un côté, 30 % des revenus des Français sont des revenus sociaux : c'est le niveau le plus élevé en Europe. De l'autre côté, nous avons les taux de fiscalité les plus élevés d'Europe pour les plus fortunés avec l'ISF. Le bouclier fiscal est d'abord un outil qui nous préserve de l'évasion fiscale.

Pas de remise en cause du bouclier fiscal, pas de nouvelle négociation sociale non plus ?

Nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'annoncer de nouvelles négociations sociales au rythme des appels à manifester. J'en appelle à la responsabilité des partenaires sociaux. Cela ne nous empêche pas d'examiner la question des bonus et des rémunérations excessives des dirigeants d'entreprises qui ne vont pas bien. Le législateur ne doit pas s'interdire de prendre des positions si nécessaire.

Vos relations sont tendues avec Nicolas Sarkozy. N'est-ce pas un handicap en période de crise ?

Pas du tout. Il ne peut avoir échappé à Nicolas Sarkozy qu'à chaque fois qu'il y a une difficulté je suis à ses côtés : loi Internet, réforme de la télévision publique, bouclier fiscal, OTAN. Je ne crains pas d'aller au feu, et c'est normal. Je ne me planque jamais.

Source <http://www.ump.assemblee-nationale.fr>, le 25 mars 2009